Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

Arrêt N°39/25 - VIII - TRAV

Exempt - appel en matière de droit du travail

Audience publique du vingt-sept mars deux mille vingt-cinq

Numéro CAL-2023-00050 du rôle

Composition:

Elisabeth WEYRICH, président de chambre,
Yola SCHMIT, premier conseiller,
Laurent LUCAS, conseiller,
Amra ADROVIC, greffier.

Entre :

PERSONNE1.), demeurant à F-ADRESSE1.),

appelant aux termes d'un acte de l'huissier de justice Patrick KURDYBAN du 14 décembre 2022,

comparaissant par Maître Frédéric KRIEG, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

et :

la société anonyme SOCIETE1.) (SOCIETE1.), établie et ayant son siège social à L-ADRESSE2.), inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO1.), représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

intimée aux fins du susdit exploit KURDYBAN,

comparaissant par Maître Romain ADAM, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

LA COUR D'APPEL

Par arrêt du 30 janvier 2025, la Cour a, par réformation partielle du jugement du 28 octobre 2022, dit l'appel partiellement fondé, dit que la convention collective de travail des salariés de banque s'applique à PERSONNE1.) avec effet à partir du 1^{er} janvier 2016, dit fondée la demande principale de PERSONNE1.) pour la somme globale de 42.607,98 €, dit fondée la demande reconventionnelle de la société anonyme SOCIETE1.) (SOCIETE1.) (ci-après la société SOCIETE1.)) pour la somme de 5.500 €, après compensation, condamné la société SOCIETE1.) à payer à PERSONNE1.) la somme 37.107,98 € avec les intérêts au taux légal à partir du 24 juin 2019, date de la requête en justice, jusqu'à solde, condamné la société SOCIETE1.) à payer à PERSONNE1.) une indemnité de procédure de 2.000 € pour la première instance, confirmé le jugement entrepris dans sa disposition qui a dit non fondée la demande de la société SOCIETE1.) en allocation d'une indemnité de procédure, et condamné la société SOCIETE1.) à payer à PERSONNE1.) une indemnité de procédure de 2.000 € pour l'instance d'appel et à supporter les frais et dépens de cette instance avec distraction au profit de Maître Frédéric KRIEG, avocat concluant, sur ses affirmations de droit.

Le 13 février 2025, PERSONNE1.) a déposé au greffe de la Cour une requête en rectification d'erreur matérielle, concluant à voir redresser les erreurs matérielles de frappe et de calculs aux pages 13 et 21 ainsi que dans le dispositif de l'arrêt, en remplaçant le montant de « 1.189,41 € » par le montant de « 11.892,41 », de sorte que l'addition des arriérés de salaire à allouer à PERSONNE1.) se chiffre à « 22.973,26€ » et non pas à « 12.270,26€ » tel que retenu dans l'arrêt du 30 janvier 2025. En page 21 de l'arrêt, et dans le dispositif de l'arrêt, il y aurait lieu de remplacer, dans l'addition opérée par la Cour, le montant de « 42.607,98 € » par le montant de « 53.310,98 € » et dans le dispositif de l'arrêt le montant de la condamnation de « 37.107,98 € » serait à remplacer par le montant de « 47.810,98 € ».

La société SOCIETE1.) ne s'oppose pas à la demande en rectification précitée.

Elle demande acte qu'elle a réglé à PERSONNE1.) la somme globale de 47.810,98 € avec les intérêts au taux légal tel qu'indiqués dans l'arrêt de la Cour d'appel du 30 janvier 2025.

Une requête en rectification peut porter sur une erreur matérielle affectant l'une quelconque des parties de la décision du juge.

La faculté de procéder à une rectification est subordonnée à une double condition : Il faut, d'une part, que l'erreur à rectifier soit une erreur purement matérielle et, d'autre part, que la rectification ne conduise pas à une véritable réformation du jugement.

En l'occurrence, l'erreur de frappe ayant entraîné des erreurs de calculs manifestes sont des erreurs matérielles, de sorte qu'il y a lieu de faire droit à la requête de PERSONNE1.).

Il y a en conséquence lieu de rectifier l'arrêt du 30 janvier 2025 en page 13, en ce sens qu'il y a lieu de remplacer le montant de « 1.189,41 € » par le montant de « 11.892,41 € » et il y a lieu d'inclure le montant de « 11.892,41 € » à l'addition effectuée à la même page de l'arrêt pour obtenir le montant total de « 22.973,26 € ». La demande de PERSONNE1.) est donc fondée pour la somme de « 53.310,98 € », de sorte que l'on obtient la condamnation finale de la société SOCIETE1.), après compensation, au paiement du montant de 47.810,98 €. L'arrêt est en conséquence également à rectifier en ce sens à la page 21 et au dispositif.

La Cour ne peut toutefois retenir des éléments nouveaux non produits lors du débat ayant donné lieu à la décision soumise à rectification. Ainsi, elle ne saurait donner acte à la société SOCIETE1.) qu'elle a, en exécution de l'arrêt du 30 janvier 2025 réglé la somme de 47.810,98 € à PERSONNE1.).

Cette demande est partant irrecevable.

PAR CES MOTIFS

la Cour d'appel, huitième chambre, siégeant en matière de droit du travail, statuant contradictoirement,

reçoit la requête en rectification d'arrêt de PERSONNE1.),

la dit fondée,

dit que la page 13 de l'arrêt du 30 janvier 2025 se lit comme suit :

« (...)

Au vu de la rémunération de base perçue par PERSONNE1.) au cours des années 2016 à 2018, sa demande relative aux arriérés de salaire est à déclarer fondée pour les montants suivants :

- 6.670,45 € (85.153 - 78.482,55) pour 2018
- 4.410,40 € (82.084 - 77.673,60) pour 2017
- 11.892,41 € (84.135 - 72.242,59) pour 2016

La demande de PERSONNE1.) est partant, par réformation, à déclarer fondée pour la somme de 22.973,26 € (6.670,45 + 4.410,40 + 11.892,41), hors intérêts.

(...) » ;

dit que la page 21 de l'arrêt du 30 janvier 2025 se lit comme suit

« (...) ;

Au vu des développements qui précèdent, la demande principale de PERSONNE1.) est à déclarer fondée, par réformation, pour la somme de 53.310,98 € (22.973,26 + 17.277 + 6.148,72 + 6.912) ;

(...) »

dit que le dispositif de l'arrêt du 30 janvier 2025 se lit comme suit :

« (...)

dit fondée la demande principale de PERSONNE1.) pour la somme globale de 53.310,98 €,

(...);

après compensation, condamne la société anonyme SOCIETE1.) (SOCIETE1.) à payer à PERSONNE1.) la somme 47.810,98 € avec les intérêts au taux légal à partir du 24 juin 2019, date de la requête en justice, jusqu'à solde,

(...) » ;

dit irrecevable la demande de donner acte de la société anonyme SOCIETE1.) (SOCIETE1.)) qu'elle a, en exécution de l'arrêt du 30 janvier 2025, réglé la somme de 47.810,98 € à PERSONNE1.),

ordonne que mention du présent arrêt sera faite en marge de la minute de l'arrêt rectifié et qu'il ne sera plus délivré d'expédition ni d'extrait de ce dernier sans la présente rectification,

laisse les frais de la procédure de rectification à charge de l'ETAT.